



GROUPE D'ÉTUDE  
SUR LE CONGO

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Insécurité dans l'est de la RDC

Les armées étrangères peuvent-elles faire partie de la solution ?

*Goma, le 20 octobre 2022 - Un atelier de réflexion intitulé « Insécurité dans l'est de la RDC : les armées étrangères peuvent-elles faire partie de la solution ? », organisé par Ebuteli, institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, et le Groupe d'étude sur le Congo de l'Université de New-York (GEC), s'est tenu ce jeudi à Goma.*

Il a réuni plus de soixante décideurs, experts, membres de la société civile, d'organisations internationales et non-gouvernementales et journalistes pour débattre des conditions nécessaires à des interventions des pays voisins, à l'heure où une force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) doit se déployer dans l'est de la RDC.

*Opération conjointe UPDF - FARDC Shujaa*

Il a aussi été l'occasion de lancer le rapport [« L'opération Shujaa de l'Ouganda en République démocratique du Congo : combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques »](#), publié en juin par le GEC et Ebuteli.

Ce [rapport](#) affirme que, au-delà de la lutte contre les Forces démocratiques alliées (ADF), élément mis en avant par l'opération Shujaa, son but est également de sécuriser les intérêts économiques de l'Ouganda, dont notamment la construction de routes reliant l'Ouganda à plusieurs villes de l'est de la RDC, et l'exploitation pétrolière qui doit commencer prochainement sur la rive ougandaise du lac Albert.

Au sujet de l'efficacité de la lutte contre les ADF elle-même, Pierre Boisselet, le directeur du pilier violence d'Ebuteli, a estimé que les résultats étaient mitigés.

Les ADF ont été temporairement chassés de certaines zones, et, selon les chiffres du [Baromètre sécuritaire du Kivu \(KST\)](#) une relative baisse des exactions contre les civils a été constatée en janvier et en juillet-août 2022. Néanmoins, ces quelques avancées sont apparues réversibles : un pic d'exactions a été constaté en avril 2022, et les ADF ont même pu frapper des zones dans lesquelles ils étaient jusque-là relativement absents, comme le territoire Mambasa et la ville de Butembo.

L'ambassadeur ougandais en RDC, Farid Kaliisa, qui participait au premier panel, a qualifié les conclusions du rapport de « controversées ». Selon lui, l'opération a commencé par des bombardements de six camps des ADF qui pouvaient être atteints car proche de la frontière ougandaise. Selon lui, les UPDF ont été gênés dans leur progression par la difficulté du terrain forestier, ce qui a permis aux ADF de se disperser.

L'évaluation de la mission a ensuite recommandé de passer à une deuxième phase qui était d'établir des lignes de communications et des routes pour atteindre les camps des ennemis, a-t-il affirmé, ce qui expliquerait la concentration de troupes le long des axes routiers.

Le colonel Didier Mandey, conseiller du ministre de la Défense congolais en charge du Renseignement et de la Sécurité, a estimé que le multilatéralisme pouvait être une solution car elle permettait de mutualiser des moyens, même s'il était parfois difficile à mettre en œuvre du fait d'intérêts qui peuvent être divergents.

Il a estimé que le projet de construction d'une route par l'Ouganda, prévue de l'axe routier entre Bunagana – Goma et longeant la frontière du Rwanda, a ravivé les tensions entre l'Ouganda et le Rwanda.

Il a enfin estimé que l'armée congolaise souffrait depuis toujours d'une absence de stratégie militaire, ce qui est en train d'être comblé par la loi de programmation militaire récemment adoptée, et par l'adoption d'une stratégie, sur laquelle travaille le ministre de la Défense.

L'abbé Aurélien Rukwata, directeur de la Commission diocésaine Justice et Paix de Butembo-Beni, a pour sa part constaté que la priorité donnée aux axes routiers n'a pas permis leur sécurisation totale, citant à l'appui de son propos l'attaque survenue quelques heures plus tôt à Maboya, située sur l'axe Beni-Butembo, ayant fait plusieurs victimes civiles.

Il a regretté que la communication des officiels ne soit pas en lien avec la réalité sur le terrain et n'associe pas la société civile. Il a estimé que d'éventuels progrès ne devraient être annoncés qu'à la suite d'une évaluation objective de la situation, basée sur des indicateurs vérifiables, comme le retour des déplacés dans leur zone d'origine et le nombre d'ennemis capturés.

Pour Kakule Lukalango Lundi, coordonnateur de la Dynamique de coopération pour la paix et le développement rural, les ADF ont eu le temps de se réorganiser et de se déplacer, établissant notamment leur quartier général sur le territoire d'Irumu, et de nouveaux camps parfois tous proches des camps annoncés comme détruits.

Le professeur Nissé Mughendi de l'Université catholique du Graben (UCG) s'est interrogé sur la possibilité pour des armées étrangères de faire partie de la solution si les FARDC ne sont pas elles-mêmes engagées dans la lutte contre les groupes armés, citant notamment l'existence de groupes armés pro-gouvernementaux alliés aux FARDC. À propos de l'opération Shujaa, le professeur Mughendi a déploré le fait qu'elle n'a pas permis d'améliorer le sort des civils : « Bien que l'opération ougandaise a pu sortir les ADF de leur zone de confort, elle a élargi la zone d'inconfort de la population congolaise. »

L'ambassadeur d'Ouganda a dit accepter certaines critiques, notamment que certaines zones ont insuffisamment attiré l'attention des UPDF et que ces remontées seraient prises en compte dans la planification de la prochaine phase des opérations.

*Les opérations des Forces de défense rwandaises contre le CNRD de 2019- début 2020*

Reagan el Miviri, analyste à Ebuteli, a présenté son dernier travail sur la baisse de la violence à Shabunda et Kalehe ([lire l'analyse complète](#)) pour introduire la deuxième session.

Cette analyse montre que les revers enregistrés par les rebelles rwandais du CNRD, à la suite d'opération secrète des Forces de défense rwandaises avec les FARDC, fin 2019-début 2020 a privé les groupes locaux Raia Mutomboki de leur justification auprès de la population.

Ceux-ci ont ensuite continué leurs exactions contre les populations locales, qui se sont finalement retournées contre elles, et ont davantage appuyé les FARDC, permettant de vaincre plusieurs de ces groupes.

Ces gains semblent toutefois en sursis depuis la résurgence du Mouvement du 23 Mars (M23), qui fournit aux groupes Raia Mutomboki une nouvelle raison de se remobiliser.

Le constat a été nuancé par Eric Banyanga, chercheur au GEC-SH/CERUKI-ISP Bukavu, qui estime que si les CNRD ont été dispersés, et ne constituent effectivement plus une menace immédiate, beaucoup se sont en réalité fondus dans les communautés, où ils s'adonnent à des activités civiles, mais pourraient se remobiliser si les circonstances changeaient.

Deogratias Irengé, chargé de programme à Action de solidarité pour l'émergence communautaire (ASEC) et enseignant à l'ISDR de Shabunda, a pour sa part rappelé que le cycle de violence à Shabunda trouve son origine dans l'arrivée des rebelles hutu rwandais FDLR, qui ont commis des violences sur une population non protégée par les FARDC, ce qui a conduit à la formation de Raia Mutomboki.

Il a regretté que les combattants de ces milices qui souhaitent aujourd'hui se démobiliser ne trouvent pas d'accueil de la part du gouvernement, ce qui les pousse à commettre des exactions sur les civils.

Delphin Birim, président du cadre de concertation de la société civile de Kalehe, a pour sa part estimé que les Congolais n'ont pas besoin d'opérations secrètes ou d'interventions extérieures, mais plutôt d'une restructuration des FARDC et de ses services de renseignement.

## *La Force régionale de l'EAC*

En préambule de la troisième session, consacrée à la Force régionale de l'EAC, le directeur adjoint de la cellule de communication de la présidence, Giscard Kusema, a rappelé la genèse de la force, lors des différents conclaves des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est, à la suite de l'adhésion de la RDC.

Selon lui, l'exemple du succès de la Brigade d'intervention de la Monusco contre le M23, en 2013, dont les troupes étaient composées de pays d'Afrique australe, montre que cette force régionale peut aussi avoir des résultats.

Chantal Faïda, de l'Asbl Uwema, s'est inquiétée que, si chaque contingent de la force régionale est financé par son pays, comme cela est prévu, ces contingents seront poussés à défendre leur intérêt économique. Elle s'est par exemple interrogée sur la capacité des investisseurs des pays voisins à obtenir des prêts à des taux beaucoup plus attractifs que les locaux pour réaliser leurs projets en RDC, ce qui risque de marginaliser économiquement les citoyens congolais dans leur pays. Elle a aussi déploré que la pratique des pots de vins persiste au sein des FARDC, notamment au niveau du recrutement, ce qui empêche des jeunes volontaires de s'y engager.

Onesphore Sematumba, analyste à International crisis group (ICG), s'est inquiété de savoir si cette force régionale en était réellement une, dans la mesure où ses contingents arrivent en ordre dispersés, chacun poursuivant ses propres objectifs, non seulement économiques, mais aussi sécuritaires.

Il a aussi rappelé que l'EAC n'avait pas d'histoire d'une force similaire, ce qui fait de la RDC le lieu d'une expérimentation. Il a recommandé que cette force s'intègre au Programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation (P-DDRC-S) de la RDC, et que les pays contributeurs s'engagent à cesser leur intervention immédiatement au moindre dérapage.

Le lieutenant-colonel Alexander Hottin de la Monusco, en charge de la liaison avec les FARDC, a insisté sur la nécessité d'une coordination entre les forces opérant sur les mêmes terrains pour éviter les situations de tirs fratricides.

Il a constaté que, si la coopération avec les FARDC était bonne, le partage de détails tactiques restait difficile à obtenir, ce qui limite l'efficacité des opérations de la Monusco. Il a estimé que même si l'intervention de la Force de l'EAC devait se faire sans partenariat avec la Monusco, il était crucial de la population qu'une bonne communication ait lieu pour éviter la cacophonie.

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*

1. Pierre Boisselet, [p.boisselet@ebuteli.org](mailto:p.boisselet@ebuteli.org) ou [+33 6 79 61 14 52](tel:+33679611452)  
(WhatsApp)
2. Eiora Henzler, [eliorahenzler@gmail.com](mailto:eliorahenzler@gmail.com) ou [+243 825 215 679](tel:+243825215679)  
(WhatsApp)